

1914-1918  
L'ÈRE

DE LA GUERRE

VIOLENCE, MOBILISATIONS, DEUIL

tome 1 1914-1918

sous la direction de

ANNE DUMÉNIL

NICOLAS BEAUPRÉ

CHRISTIAN INCRAO

AGNES VIÉNOT EDITIONS

11, RUE JEAN-DE-BEAUVAIS V<sup>e</sup> PARIS

AGNESVIENOTEDITIONS.COM

Ouvrage publié avec l'aide du Centre national du livre  
et du Centre d'histoire des sociétés (UPJV)

© Agnès Viénot Editions, mars 2004

nous, non seulement des cadavres, des impotents, des aveugles. Elle a aussi, au milieu de belles actions, de sacrifice et d'abnégation, réveillée en nous et parfois portée au paroxysme, d'antiques instincts de cruauté et de barbarie. Il m'est arrivé – et c'est ici que se place mon avenu – à moi qui n'ai jamais appliqué un coup de poing à quiconque, à moi qui ai horreur du désordre et de la brutalité, de prendre plaisir à tuer. Lorsque, au cours d'un coup de main, nous rampions vers l'ennemi, la grenade au poing, le couteau entre les dents comme des escarpes, la peur nous tenait aux entrailles, et cependant une force inéluctable nous poussait en avant. Surprendre l'ennemi dans sa tranchée, sauer sur lui, jouter de l'effacement de l'homme qui ne croit pas au diable et qui pourtant le voit tout à coup tomber sur ses épaules ! Cette minute atroce avait pour nous une saveur unique, un attrait morbide, comme chez ces malheureux qui, usant de stupéfiants, mesurent l'étendue du risque, mais ne peuvent se retenir de reprendre du poison...»

On débouche ainsi sur les pratiques de la cruauté, ou plus exactement sur leur exceptionnel développement, rendu possible ici grâce à la perspective auto-accusatrice à visée pacifiste. Seule une minorité inflame à osé dire le plaisir de tuer à la guerre, et parfois, comme c'est le cas ici, chez les individus les plus pacifiques en temps ordinaire, les plus hostiles à toute idée de violence physique. C'est en ce sens que la brutalité de guerre, subie mais aussi infligée, a inscrit au plus profond des individus des dégâts psychiques parfois irréversibles. On se trouve alors au cœur du processus de refoulement de la brutalité de guerre de 1914-1918, ce refoulement avec lequel le credo pacifiste de l'entre-deux-guerres a tissé tant de relations complexes, ce refoulement qui rend si ardue l'étude du « témoignage », et si silencieux, parfois, les témoignages eux-mêmes.

Avec l'appui d'une démarche archéologique comme celle qui fut mise en œuvre à Saint-Rémy-la-Calonne, les objets pourraient nous permettre, en relation avec les textes et les images questionnés à nouveaux frais, de déboucher sur une anthropologie véritable du combat en 1914-1918. Il ne serait alors pas interdit d'espérer lever certains coins de ce voile qui masque à nos yeux tant d'aspects de ce que fut l'expérience combattante du premier conflit mondial.

22. « Discours de notre camarade Brana, directeur d'école à Bayonne, à l'occasion de la remise de la rosette qui lui était faite », *Cahiers de l'Union fédérale*, 15 août 1936, cité dans Antoine Prost, *Histoire sociale de la France au XX<sup>e</sup> siècle*, cours IEP, ENSP 1972-1973, p. 205-206.

## La guerre commence – Bruxelles en août 1914 et en mai 1940\*

BENOIT MAIERUS

La Belgique est l'un des rares pays à avoir été presque entièrement occupé pendant les deux conflits mondiaux<sup>1</sup>. Cette spécificité la prédestine à des comparaisons diachroniques<sup>2</sup>. Les entrées en guerre peuvent être analysées sous cet angle.

Dans le cas belge, les entrées en guerre d'août 1914 et mai 1940 se déclinent en deux étapes. Le premier temps débute par la déclaration de guerre et se définit ensuite par la réaction des autorités publiques et de la population. Dans

\* Article inédit.

<sup>1</sup> Pour la Première Guerre mondiale, une traduction de la seule synthèse récente doit paraître sous peu : Sophie de Schaepdriyver, *De Grootte Oorlog. Het koninkrijk België tijdens de Eerste Wereldoorlog*, Amsterdam, 1997. Pour la Seconde Guerre mondiale, cf. l'ouvrage de Etienne Verhoeyen, *La Belgique occupée. De Van 40 à la libération*, Bruxelles, 1994, qui permet une bonne entrée en matière. Pour des recherches bibliographiques supplémentaires, je renvoie pour 1914-1918 à Pierre-Alain Tallier, Sven Soutart, *La Belgique et la Première Guerre mondiale*, t. 2, bibliographie, Bruxelles, 2001, et pour 1940-1945 à la bibliographie exhaustive publiée annuellement par le Centre d'études et de documentation guerre et sociétés contemporaines (CEGES) et consultable sur Internet (cegesoma.be).

<sup>2</sup> L'approche méthodologique qui, dans sa variante synchronique – entre deux pays par exemple – a déjà permis des avancées historiographiques considérables, a été récemment fortement mise en avant dans deux ouvrages collectifs issus de colloques internationaux organisés en France et en Allemagne : Stéphane Audoin-Rouzeau, Annette Becker, Christian Ingrao, Henry Rousso (dir.), *La*

*Violence de guerre*, 1914-1945, Bruxelles, 2002, et Bruno Thoss, Hans-Erich Volkmann (dir.), *Erster Weltkrieg/Zweiter Weltkrieg – Ein Vergleich*, Paderborn, 2002.

toutes les sociétés en guerre, cette situation marquée par une incertitude qui prend différentes formes, se « normalise » après quelques semaines et ce, même si la guerre continue. Le second temps, qui se caractérise par l'occupation étrangère, est une nouvelle expérience, une autre forme de guerre, une autre entrée en guerre. Bruxelles offre un concentré de ces expériences de guerre, mais constitue aussi un cas particulier. Métropole, elle connaît des phénomènes typiquement urbains : capitale, elle a une charge symbolique particulière.

#### ENTRER EN GUERRE

1914

À l'été 1914, la une des journaux bruxellois est marquée, comme à Paris, par l'affaire Caillaux. Mais à la fin du mois de juillet, la population de la capitale belge commence à montrer des signes d'une nervosité croissante liée à la situation internationale. Les premières files se forment devant les banques : les billets sont échangés contre des valeurs jugées plus sûres. Ce mouvement d'inquiétude prend des formes plus concrètes à partir du 1<sup>er</sup> août lorsque la panique monétaire est supplantée par une panique alimentaire. La peur d'un épuisement des ressources, particulièrement dans les grands centres, est un élément récurrent lorsque la guerre approche : les Bruxellois se ruent sur les magasins de denrées alimentaires qui n'hésitent pas à augmenter leurs prix. Ainsi, de juillet à août, le prix des pommes de terre triple. La figure du profiteur, de l'accapareur, fait son entrée dans la mentalité de la population bruxelloise qui, face à une réaction plutôt hésitante des administrations communales, manifeste sa colère en s'attaquant à des marchands ambulants, des boulangeries...

Plus encore qu'en période de paix, les rues constituent un espace privilégié d'expression collective pendant le mois d'août 1914. En période de troubles, les réseaux de communication parallèles à la presse traditionnelle acquièrent une toute nouvelle importance : « l'empoisonnement de l'eau de l'inter-communale », « la présence des Uhlans dans les faubourgs dès le 10 août » sont seulement quelques-unes des rumeurs qui se répandent en ville. Dès le 31 juillet, ces peurs se mêlent à un patriotisme encore assez vague en partie

stimulé par les médias. Ainsi, des films d'actualité qui montrent l'armée française provoquent des manifestations profrançaises. Avant le 4 août 1914, les autorités communales et nationales n'apprécient d'ailleurs guère ces scènes, considérées comme contraires à la sacro-sainte neutralité belge et troublant l'ordre public.

Mais avec l'invasion de la Belgique par l'armée allemande le 4 août 1914, un changement important intervient. À partir de ce moment, l'État belge a besoin du soutien populaire pour fonder la légitimité de sa politique. Les manifestations patriotiques ne sont donc pas réprimées mais souhaitées. Le passage du roi à travers la ville pour se rendre devant les deux Chambres et le discours public de Broqueville, ministre de la Guerre, adressé à la foule qui a envahi la rue, mobilisent au moins une partie de la population bruxelloise. Certes, les différentes couches de la société belge en sont touchées de manière variable. Ainsi la mobilisation des ouvriers prive leurs familles de leur principale source de revenus alors que, dans un premier temps, aucune mesure d'aide n'est prévue. Le journal personnel d'une Bruxelloise montre que ces soucis matériels peuvent se superposer à l'indignation que provoque la présence de troupes allemandes sur le territoire belge : « Mardi 4, Couru toute la journée pour faire des approvisionnementnements. Il y va de notre sécurité personnelle, aussi nous travaillons ferme? » Néanmoins, dès le 4 août, il semble que l'attention se détourne des problèmes alimentaires et monétaires – qui pourtant subsistent – et se focalise sur l'expression d'un nationalisme populaire. Il s'agit en effet d'un véritable transfert. La tension qui s'est accumulée depuis la fin juillet et qui s'est exprimée partiellement dans des mouvements de panique, trouve maintenant un autre exutoire. La dernière victime de cette mobilisation populaire est la communauté allemande à Bruxelles. Les premières émeutes anti-allemandes éclatent le 3 août, mais elles ne prennent leur véritable ampleur qu'à partir du 4 août ; elles s'arrêtent le 8 août. Cette interruption n'est pourtant pas liée à un refroidissement spectaculaire de l'ardeur populaire, mais à l'expulsion de presque tous les Allemands sur l'ordre du gouverneur militaire de Bruxelles.

d'une identité par une institution qu'elles estiment représentative de la forte position allemande.

Les attaques dirigées contre des Allemands sont très rarement le fait d'une personne isolée, mais fréquemment un phénomène de foules. Dans les rapports de la police, l'identification des manifestants reste néanmoins très floue : « un groupe de manifestants », « on », « un inconnu », « des manifestants ». Deux désignations, « gamins » et « jeunes gens », apparaissent cependant régulièrement. Ces quelques indications ne nous permettent pas de préciser la composition sociale des participants. La présence de jeunes peut s'expliquer car ce sont ceux qui disposent le plus de temps libre. En France et en Allemagne, cette catégorie d'âge est aussi souvent porteuse de l'agitation nationaliste. Cette chasse aux Allemands témoigne en fait d'une résurgence de la pratique charivarique. Cette forme symbolique employée pour punir la transgression d'une règle le plus souvent non écrite et « épurer » ainsi la communauté locale, avait disparu dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. Le bruit, l'anonymat, la spontanéité, la violence « limitée », les destructions symboliques sont autant d'éléments caractéristiques de cette ancienne forme d'action collective. L'élément moderne de ces manifestations se retrouve dans la définition des « victimes ». Celles-ci n'ont pas particulièrement manqué à une norme, mais, indépendamment de leur comportement individuel, sont stigmatisées pour un élément relativement moderne : la nationalité.

À côté de cette définition « négative » de l'identité (contre l'étranger), la Belgique est aussi mise à l'honneur à partir du 4 août. Avant cette date, les manifestations patriotiques sont très rares. La population chante la *Marseillaise* et arbore le drapeau français ; la *Brabançonne* et les couleurs belges semblent être absentes. Le 4 août, un changement important devient perceptible. Le cor-tège royal intègre dans le champ populaire ces « lieux de mémoire » belges que constituent l'hymne national et le drapeau. La ville entière est largement pavée des couleurs noir, jaune et rouge. Contrairement à quelques craintes exprimées dans la première moitié de l'année 1914, aucun mouvement d'opposition à la guerre ne se manifeste parmi la population bruxelloise. Si cette éruption soudaine est bien le signe de l'indignation provoquée par l'invasion, la dimension du patriotisme *affiche* ne doit cependant pas être confondue

Rassemblements au Cirque Royal, au moins 9 100 Allemands partent entre le 7 et le 9 août par train en direction de l'Allemagne.

La grande majorité des actes ne sont pas dirigés contre des personnes, mais contre des biens. Ce sont surtout les vitres des magasins et établissements allemands qui font l'objet des actes de violence ; on s'en prend essentiellement aux lieux de sociabilité de la communauté allemande, à savoir les nombreux cafés qui se trouvent dans la capitale. Situés dans un espace public devenu le lieu d'expression d'un large consensus en faveur de la Belgique, ces cafés, par leurs noms même, dérangent l'esprit « noir, jaune, rouge » qui s'empare de la capitale à partir du 4 août. Les vols sont toutefois très rares pendant ces journées. Il ne s'agit donc pas d'émeutes socio-économiques même si cet élément n'est bien sûr pas complètement absent. En effet, dans la ville d'Anvers où la visibilité sociale et économique de la colonie allemande est beaucoup plus importante, les émeutes se caractérisent par leur plus grande étendue et leur nature plus violente. Il faut donc « effacer la présence étrangère ; mais cet acte a un effet paradoxal : la destruction rend la présence allemande encore plus visible.

Les individus ont cependant été également victimes de ces violences. À côté d'Allemands, on trouve des Autrichiens, des Luxembourgeois ou des Néerlandais. Le critère linguistique, un des éléments clés de l'identité nationale, montre vite ses limites comme en témoigne une lettre anonyme qui dénonce une famille allemande : « Le mari sort le matin et rentre le soir tard. [...] Ils [les membres de la famille] parlent le français sans accent. L'ennemi parvient ainsi, par une intégration trop réussie, à devenir invisible, mais l'auteur de la lettre dispose d'autres indices pour repérer l'ennemi : « le type de race [allemande] », « à mine même suspecte »... sont des signes qui trahissent l'Allemand. Les tentatives de la population allemande de s'identifier avec la cause belge sont très mal perçues : le 5 août 1914, l'école allemande, rue des Minimes, affiche le drapeau belge. Assez rapidement un demi-millier de personnes s'y rassemblent pour protester contre cette « usurpation »

avec les sentiments véritables de la population. Comme le note le directeur du cabinet du bourgmestre de Bruxelles, « il est dangereux de circuler en ville sans avoir à la boutonnière les couleurs rouge, jaune et noir » ; la pression patriotique ne doit donc pas être négligée.

Si, précédemment, les Allemands étaient la cible des sentiments populaires, un nouvel « ennemi intérieur » apparaît : l'espion. Dès le 6 août, lorsque les excès contre les Allemands connaissent une courbe descendante vu leur disparition progressive de la rue, cette nouvelle figure se dégage puissamment. Certes, « Allemand » et « espion » peuvent se superposer, mais dans un second temps, le dernier motif devient prépondérant. Ainsi, chaque homme se trouvant sur le toit d'une maison est soupçonné d'installer un poste de TSF. Une voiture qui roule vite sans avoir un drapeau officiel paraît suspecte. Comme on peut s'en douter, des Belges sont alors victimes de l'espionnie. Le 7 août, deux Bruxellois sont attaqués, l'un parce qu'il « est pris pour un espion allemand », l'autre « parce qu'on la prend pour une Allemande ». L'avancée des troupes allemandes (ré)alimente les rumeurs. La plupart des affaires d'espionnage doit le parquet de Bruxelles est saisie venant soit de la garde civile, soit de particuliers : la population entière semble participer à cet autocontrôle. Les bureaux de police sont complètement débordés. Un quart des télégrammes qui partent ou arrivent à la 3<sup>e</sup> division ces jours-là concernent directement des affaires d'espionnage. Or, d'après le parquet de Bruxelles, les affaires transférées à l'auditeur militaire sont peu nombreuses ce qui montre le peu de sérieux de la plupart des accusations. L'espionnie est partagée aussi bien par la population que par les autorités nationales et communales. Or, ce phénomène ne semble pas tellement avoir posé un problème « réel », mais se développe dans un système de représentations où l'espion symbolise les incertitudes qui saisissent la population. La chasse à l'espion permet d'abord de mener un combat intérieur dans une situation où les deux acteurs (autorités et population) subissent plus les

5. Auguste Viersele, *Mes souvenirs sur l'occupation allemande en Belgique*, Paris, 1932, p. 13.  
6. Archives générales du royaume, I 293-43 : enquête sur les brutalités commises à l'égard de sujets allemands au moment de la déclaration de guerre, août 1914-1915.

événements qu'ils ne parviennent à influencer sur leur cours. Ensuite, l'espionnage est une preuve supplémentaire de la sournoiserie allemande. Des Allemands qui ne mènent pas aux yeux des contemporains un combat chevaleresque à l'ancienne, comme les atrocités l'ont démontré à un autre niveau ?

1940

En 1940, l'entrée en guerre est fondamentalement différente. D'abord, avant même que les frontières de la Belgique ne soient violées par l'armée allemande le 10 mai 1940, le conflit couve pendant plusieurs mois. L'invasion de la Pologne le 3 septembre 1939 et la drôle de guerre ont conduit l'Etat belge à un premier mouvement de mobilisation : les unités de première réserve sont appelées ; puis l'armée tout entière est mise sur le pied de guerre. La politique belge d'indépendance se traduit cependant par une politique de neutralité qui doit permettre au pays d'échapper à une nouvelle occupation. S'il ne fait aucun doute qu'une grande partie de la société est hostile au III<sup>e</sup> Reich, les autorités belges se gardent bien d'initier un important mouvement de mobilisation patriotique. Dans les mois qui précèdent l'invasion allemande, la population belge suit la guerre d'abord à travers les combats en Pologne, puis au Danemark et en Norvège. Ce sont d'ailleurs les exploits militaires allemands dans ce dernier pays qui font la une des journaux en mai 1940. Dès septembre 1939, le gouvernement prévoit des plans de ravitaillement qui impliquent un contrôle des prix, il prend alors divers arrêtés fixant des prix maxima pour certains produits alimentaires. Mais, si ce n'est l'introduction de la journée hebdomadaire sans viande (chaque lundi), la vie quotidienne suit son cours ordinaire en ce début de mai 1940 : la guerre est à la fois présente et absente.

7. Cette première partie se fonde sur mon article « L'âme de la résistance sort des pavés mêmes ? Quelques réflexions sur la manière dont les Bruxellois sont entrés en guerre (fin juillet 1914-mi-août 1914) », in Michaël Amara, Serge Jaumain, Benoît Majerus, Toon Vrinis (dir.), *Une guerre totale ? La Belgique dans la Première Guerre mondiale. Nouvelles tendances de la recherche historique*, Bruxelles (à paraître).

La véritable entrée en guerre est d'autant plus brutale. Contrairement au 4 août 1914 où la prise de conscience du déclenchement de la guerre suit la parution des éditions spéciales des journaux, c'est par le bombardement de certains quartiers de la capitale que la guerre surgit le 10 mai 1940, d'une manière très concrète, dans la ville. Bruxelles avait certes déjà été la cible d'attaques aériennes pendant la seconde moitié de la Première Guerre mondiale, mais l'intensité et le nombre de morts en 1940 indiquent tout de suite le changement d'échelle qui sera atteint pendant la Seconde Guerre mondiale. À part l'aérodrome d'Evere, ces premiers bombardements touchent aussi des quartiers résidentiels de l'agglomération bruxelloise et font 41 morts et plus de 80 blessés. Ces attaques aériennes contre lesquelles les militaires belges sont impuissants, provoquent très vite un certain abattement qui caractérise les jours suivants : le contraste avec la Grande Guerre devient alors de plus en plus frappant.

Le journal personnel de Charles Ghedde, qui a vécu les deux guerres témoigne de la divergence dans l'attitude de la population face à l'entrée en guerre. En 1914, celui-ci faisait encore preuve d'un certain optimisme, mais vingt-six ans plus tard il écrit : « Voici l'horreur des hécatombes ; voici la destruction, la ruine, la misère ; voici la Mort, aide des obus, de la flamme des explosifs, et peut-être des gaz, semeurs d'asphyxie. Je sens monter en moi la colère, l'indignation, le dégoût. [...] Puis, à ces sentiments succède le désespoir. Par une sorte de vision anticipée, en un film rapide se déroulant, tel un éclair, devant les yeux de mon âme, je vois la Belgique maîtisée. »

8. *La Dernière Heure*, XXXV (192), 11 mai 1940, p. 3.  
9. Charles Ghedde, *Nos années terribles*, deuxième série 1939-1945, t. 1, *Lempsse*, Bruxelles, p. 89.

bruxellois remarque certes quelques maisons avec des drapeaux belges et alliés, mais souligne surtout le calme de la population. Aucune manifestation patriotique spontanée ne semble avoir traversé les rues de Bruxelles. La différence avec 1914 est plus apparente dans l'absence de toute agitation anti-allemande. Elle s'explique partiellement par la réaction des forces de l'ordre qui, dès le 10 mai 1940, arrêtent les étrangers suspects. Quelques jours avant l'éclatement de la guerre en septembre 1939, l'administrateur de la sûreté publique, responsable pour la police des étrangers, invite les bourgmestres à renforcer le contrôle des étrangers « afin d'éviter que durant cette période de tension, les étrangers [...] ne froissent par leur attitude la population ». Il est probable que cette circulaire fait directement référence à des événements survenus à Anvers où les tensions autour de la mobilisation se lient avec la problématique antissemitique et débouchent sur des troubles autour de la gare. Cette politique de contrôle des étrangers est ensuite renforcée par différents nouveaux textes législatifs et trouve son aboutissement le 10 mai 1940. Comme la colère populaire en 1914, cette vague d'arrestation frappe plus « l'autre » qu'une éventuelle cinquième colonne allemande. Sur un total de 61 personnes arrêtées sur ordre de l'auditeur militaire à Bruxelles figurent 14 nationalités différentes dont 10 Allemands, mais aussi 16 Polonais (la plupart des Juifs), 9 Italiens et 6 Espagnols. Cet exemple, qui n'est pas unique, montre que, parmi les étrangers jugés ennemis, se trouvent notamment une grande partie des Juifs réfugiés en Belgique dans les années trente.

Dire que la société belge a connu de profonds bouleversements dans l'entre-deux-guerres est un truisme. En témoigne l'arrestation le 10 mai, de Belges considérés comme des ennemis intérieurs à la nation. L'élément

10. Cf. Paul Struyé, *L'évolution du sentiment public en Belgique sous l'occupation allemande*, (1945), Bruxelles, 2002, édition annotée par José Golovitch, p. 38.

11 AVB, fonds administratif, archives de la police, guerre 1940-1945 (Pol 40-45)-17 : ordre A, n° 446 du 29 août 1939.

12. D'ailleurs, il faut souligner ici les problèmes inhérents à chaque comparaison diachronique des deux conflits qui fait fi de ces évolutions comme l'a souligné récemment Jean-Jacques Becker, « Retour sur la comparaison et réflexions », in Stéphane Audoin-Rouzeau, Annette Becker, Christian Ingrao, Henry Rousso (dir.), *op. cit.*, p. 338.

de la frontière sèment la panique parmi la population bruxelloise<sup>15</sup> : si la destruction totale de Liège en 1940 est effectivement un mythe, celle de Louvain et notamment de sa bibliothèque est bien réelle, non pas au moment où les réfugiés arrivent à Bruxelles, mais dans la nuit du 16 au 17 mai. D'autre part, un grand nombre de Bruxellois prennent eux aussi la fuite. Dès le 10 mai, les premiers font leurs bagages et partent, mais le flux de réfugiés quittant la capitale semble s'intensifier à partir du 14 mai. En tout, 1 500 000 Belges abandonnent leur domicile pour se diriger dans un premier temps vers la France. Des villes martyres comme Dinant particulièrement touchées en août 1914 sont devenues pendant l'entre-deux-guerres des lieux de mémoire belges. Pendant toute la guerre et plus particulièrement en ce début de conflit, les événements de 1914 sont en permanence invoqués pour affronter cette nouvelle expérience de guerre. Une des « leçons » retenues est le caractère brutal de l'ennemi auquel on peut seulement échapper par la fuite. Les images de villes polonaises détruites qui ont fait la une des journaux bruxellois en 1939 ravivent ce souvenir. Les nombreux bombardements aériens qui frappent l'agglomération bruxelloise constituent un autre élément explicatif non négligeable. Les jours suivants le 10 mai sont marqués par des alarmes répétées. Malgré les efforts (tardifs) du gouvernement et des autorités communales, la population semble déjà être d'autant plus angoissée chaque fois que les sirènes retentissent qu'elle ne les comprend pas<sup>16</sup>. Finalement, le sentiment d'insécurité a probablement aussi été renforcé par le départ de nombreux responsables et agents publics (élus communaux, fonctionnaires, policiers, pompiers...).

La peur de l'Allemand et la mémoire des événements d'août 1914 se manifestent aussi dans la volonté des autorités communales de rassembler toutes les armes des particuliers dans les commissariats de police<sup>17</sup>. Les armes trouvées dans des maisons privées pendant la Première Guerre mondiale avaient en effet souvent servi de prétexte aux Allemands pour invoquer la présence de francs-tireurs.

15. AVB, Pol.40-45; télégramme du 12 mai 1940 envoyé par la sûreté de l'Etat à la division centrale de la police de Bruxelles.  
16. Ainsi, le 13 mai 1940, *La Dernière Heure* explique à ses lecteurs la signification des différentes sirènes après que plusieurs personnes sont sorties des abris parce qu'elles ont mal interprété des signaux.  
17. AVB, Pol.40-45 ; avis du 15 mai 1940 par le bourgmestre de Bruxelles.

idéologique – il s'agit en fait d'une part de communistes et d'autre part de nationalistes flamands – acquiert une importance capitale dans la définition de l'autre. Lors de ces arrestations, la population intervient peu. Seulement le 10 mai, lorsqu'une voiture de police amène quelques suspects allemands au commissariat central, ceux-ci sont molestés et une vitre du « panier à salade » est brisée. Il semble que ce soit le seul moment où s'exprime un mouvement populaire plus violent. L'intervention massive des polices belges semble aussi avoir évité la chasse à l'espion. Néanmoins, l'espionnie est temporairement remplacée par la « psychose des parachutistes ». Les autorités nationales alimentent d'ailleurs cette crainte en soulignant le danger émanant de ceux-ci. Le 12 mai, le Premier ministre annonce le parachutage de soldats allemands près de Bruxelles dans une allusion à la radio ; il dément deux jours plus tard. Cette nouvelle forme de combat liée à la fascination pour le combat aérien moderne semble avoir aussi bien attiré l'attention des responsables politico-militaires que celle de la population. La peur populaire d'un ennemi qui opérerait derrière les lignes belges est donc bien présente<sup>18</sup>. En revanche, la situation alimentaire ne semble pas avoir donné lieu à des mouvements de foule notables. La période de la drôle de guerre a laissé le temps au gouvernement d'élaborer et de mettre en oeuvre une politique de ravitailllement. Dès le 11 mai 1940, les prix sont fixés par les institutions publiques et le rationnement pour certains produits est instauré. Néanmoins, ce n'est pas nécessairement le calme qui règne dans la ville, les jours suivants le 10 mai 1940. Contrairement à la Première Guerre mondiale où le mouvement de réfugiés touche relativement peu l'agglomération bruxelloise au moment où la guerre éclate, la capitale devient un lieu central des mouvements de réfugiés en 1940. D'une part, les premières colonnes de réfugiés arrivent dès le 11 mai 1940 à Bruxelles, qui forme une sorte de cul-de-sac pour ceux-ci. En effet, les trains les y amènent, mais les voies ferrées des Flandres sont complètement occupées par le transport des troupes alliées ; ils restent donc bloqués dans la capitale<sup>19</sup>. Les réfugiés venant des régions le long

18. Jean Vanwellkenhuyzen, Jacques Dumont, 1940. *Le grand exode*, Bruxelles, 1983, p. 20-21.  
19. CREGS, AB 1430 ; souvenirs de Michel Van Ausloos, p. 15.

1914, des archives sont aussi enlevées dans des ministères pour permettre à l'occupant de justifier par « l'histoire » l'invasion de la Belgique. On espère démontrer que celle-ci n'a pas respecté sa neutralité. L'occupation physique et symbolique de l'espace public trouve son apogée dans la lutte pour maîtriser les moyens de communication et le pavoisement des édifices. La plupart des bureaux belges peuvent seulement encore être achetés sur le marché noir à des prix exorbitants et le premier titre censuré n'apparaît que le 10 septembre 1914, vingt jours après l'occupation de Bruxelles. Dès lors, la lecture des affiches allemandes qui paraissent presque journellement remplace en quelque sorte les quotidiens. Autour de ce monopole de l'information publique se développe rapidement un conflit avec les élites belges restées dans le pays. Le 30 août, Adolphe Max oppose un démenti par avis officiel à des paroles qui lui ont été prêtées par des membres de l'administration allemande. Dès le lendemain, plus aucune affiche ne peut être publiée sans l'accord de la *Kommandantur*. L'installation de l'état-major à la maison communale était accompagnée du pavoisement du drapeau allemand à l'Hôtel de ville où le drapeau vert et rouge de la ville de Bruxelles ainsi que le drapeau belge restent cependant accrochés. Le lendemain de l'entrée en ville, Adolphe Max publie une affiche par laquelle il informe les Bruxellois qu'il n'y a aucun ordre leur intimant de retirer le drapeau national. De nombreux citoyens semblent en effet avoir retiré celui-ci ; pour les représentants de l'Etat belge, ceci est inadmissible, et cet avis correspond en fait à une invitation cachée à ressortir l'emblème national. Malgré l'assurance de von der Goltz qu'il ne demandera « à personne de renier ses sentiments patriotiques », tous les drapeaux belges doivent être retirés le 16 septembre 1914. De nombreux incidents avaient éclaté entre des habitants et des membres de l'armée d'occupation, notamment des officiers qui ne supportaient pas cette affirmation d'une autre légitimité.

Les premiers jours de l'occupation restent cependant aussi marqués par des signes d'intimidation et par l'affichage de la force militaire. Le jour d'entrée dans la ville, le commandant allemand proclame que s'il « se produisait des agressions contre les troupes, des tirs contre les soldats, des incendies ou des explosions de tout genre, [il] [s]e verrait[ ] contraint de prendre les mesures les plus sévères ». Dans une lettre du 24 août 1914 adressée à Adolphe Max, le nouveau chef de l'administration allemande de Bruxelles,

1914

ENTRER EN OCCUPATION

Le 20 août 1914, la capitale belge est occupée. Pour chaque armée la ville constitue un terrain inhabituel de combat qu'elle apprend à connaître. Le général von Bülow qui se trouve à la tête des troupes allemandes qui approchent Bruxelles, est convaincu que les armées allemandes sont confrontées à un soulèvement populaire depuis le 9 août 1914<sup>18</sup>. Il décide de ne pas entrer en ville sans d'abord avoir négocié avec les autorités communales. Les deux partis affichent leur volonté d'aboutir à un compromis acceptable. Du côté allemand, on se rend probablement compte qu'une ville d'une telle envergure est difficilement contrôlable sans l'appui des autorités locales. Du côté belge, la peur d'un massacre mais aussi la volonté de garder une certaine autonomie d'action conduisent à une position assez souple. C'est seulement une fois qu'un accord a été conclu que l'armée pénètre dans la ville. Le bourgmestre de Bruxelles fait afficher un avis où il invite la population à rester calme. L'entrée en ville des soldats allemands se fait de façon ordonnée, presque comme lors d'une parade.

Dans les jours qui suivent, l'occupant marque l'espace urbain de son empreinte. En attendant la prise d'Anvers, le réduit national, l'occupation de Bruxelles est devenue la preuve de la victoire allemande sur la Belgique. La Grand-Place, symbole de la liberté communale, est occupée par l'escorte de l'état-major allemand. Ce dernier s'installe dans l'Hôtel de ville. L'importance que les Belges attachent à celui-ci est illustrée par la réaction du bourgmestre de la ville de Bruxelles, Adolphe Max. Celui-ci refuse de leur abandonner l'Hôtel de ville et y dormira pendant quelques semaines jusqu'au moment où les Allemands quitteront la maison communale<sup>19</sup>. Par la suite, d'autres lieux, symboles de l'Etat belge, seront occupés par l'administration allemande comme le Parlement et les bâtiments des ministères. Dès août

<sup>18</sup> Cf. John Horne, Alan Kramer, *German Atrocities 1914. A History of Denial* Londres, 2001, p. 18, 23.  
<sup>19</sup> Cf. Auguste Vierset, *op. cit.*, p. 62-63.

von Beseler, écrit que « de nombreuses troupes se trouvent au nord de Bruxelles qui sont prêtes à écraser sans pitié chaque mouvement de résistance ». Une semaine plus tard, le vocabulaire n'a guère changé : « Tout acte hostile des habitants contre des militaires allemands, toute tentative de troubler leurs communications avec l'Allemagne, de gêner ou de couper les services des chemins de fer, du télégraphe et du téléphone, seront punis sévèrement. Toute résistance ou révolte contre l'administration allemande sera réprimée sans pardon. C'est la dure nécessité de la guerre que les punitions d'actes hostiles frappent, en dehors des coupables, aussi des innocents ». L'auteur de ces lignes est le gouverneur général de Belgique von der Goltz qui, quelques années plus tôt, avait acquis une certaine notoriété en Allemagne avec un livre paru en 1883 et intitulé *Das Volk in Waffen* (*Le Peuple en armes*), ouvrage dans lequel il prédicait justement que la prochaine guerre serait une guerre totale où toute la population serait impliquée. L'occupant installe des canons et des mitrailleuses sur les points stratégiques comme le Palais de Justice, le Cinqquantenaire ou le Palais de la Nation. Il ne faut pas oublier que c'est la semaine suivante l'occupation de Bruxelles qu'ont eu lieu les massacres à Andenne (262 morts), Tarnines (383 morts), Dinant (674 morts) et Louvain (283 morts).

L'appréhension allemande face à la plus grande agglomération qu'ils auront à occuper pendant la guerre se traduit aussi par une volonté de contrôler la mobilité de la population. Pendant les premiers mois de l'occupation, la surveillance de celle-ci n'atteindra pas encore la perfection qui caractérise les trois dernières années de l'occupation. Néanmoins, pour pouvoir circuler avec des voitures, des laissez-passer contresignés par le commandant de la place de Bruxelles sont nécessaires.

Les réactions de la population sont très diverses. Le 20 août, date à laquelle les Allemands entrent à Bruxelles, plusieurs observateurs expriment leurs

20. AVB, cabinet du bourgmestre (CB)-631; lettre du 24 août 1914 adressée à Adolphe Max et signée par von Beseler.

21. Proclamation du 20 août 1914 par Sixt von Arnim, et proclamation du 2 septembre 1914 par von der Goltz, gouverneur général de la Belgique, in *Un souvenir historique. Les avis, proclamations et nouvelles de guerre allemandes affichés à Bruxelles pendant l'occupation*, vol. 1, Bruxelles, s. d., p. 4, 7-8.

22. Louis Gillès, Alphonse Ooms, Paul Delandshere, *Cinquante mois d'occupation allemande*, t. 1, Bruxelles, 1919, p. 24.

23. AVB, CB-798; séance du conseil communal du 26 août 1914.

24. Cf. Patricia Van Cautbergh, *Le Début de la Première Guerre mondiale à Bruxelles (fin juillet-début décembre 1914)*, mémoire de licence en histoire, université catholique de Louvain, 1985, p. 207-209.

un rôle important. Le 25 août, dans l'après-midi, des campagnards racontent que dans un des faubourgs les Allemands forcent des habitants à creuser des tranchées. Très vite, la nouvelle se répand que des soldats français vont libérer encore le même soir la ville de Bruxelles. La police communale invite les personnes à rentrer chez elles, les trams cessent de fonctionner, des drapeaux belges apparaissent de nouveau sur les fenêtres. En même temps, la nouvelle se répand que les Allemands massacrent toute la population avant de se retirer. Un vent de panique souffle sur la ville<sup>25</sup>. Il n'y a eu ni troupes françaises qui se rapprochaient de la ville, ni troupes allemandes qui feignaient de se retirer.

1940

Sept jours après le début des hostilités le 4 mai 1940, l'armée allemande entre à Bruxelles et occupe pour plus de quatre années la ville. Cette fois, les rues sont plutôt vides, ceux qui n'ont pas fui restent dans leur maison. La peur est d'autant plus grande que le 17 mai, jour de négociation entre les dirigeants allemands et les édiles communaux, la rive gauche de Bruxelles est toujours occupée par des troupes britanniques. Celles-ci font d'ailleurs exploser les ponts du canal reliant la capitale à quelques communes des faubourgs pour ralentir l'armée allemande. C'est là une des raisons pour laquelle celle-ci menace de bombarder l'agglomération bruxelloise qui a été déclarée « ville ouverte ». Mais ni l'occupant ni l'occupé ne mènent une politique de confrontation lors de ce premier jour. De nouveau, la reddition de la ville est négociée. C'est seulement une fois que, des deux côtés, la possibilité de combats éventuels est exclue que Bruxelles est investie par les troupes allemandes. La nouvelle occupation de la maison communale s'accompagne du pavoisement de la croix gammée sur la Grand-Place. Le drapeau reste un élément central pour marquer l'espace urbain.

25. Archives et musée de la littérature à Bruxelles, *MI, 3546* : A. Bayet, *Journal d'un Bruxellois pendant l'occupation allemande*, p. 31-32.

Bruxelles n'a pas été marquée par un début d'occupation particulièrement brutal en 1914, la mémoire de celle-ci fait craindre le pire aux Bruxellois. Devant le comportement « civilisé » des soldats allemands, un changement important dans l'attitude des habitants s'amorce : l'occupant serait moins traumatisants que ceux de 1914 : une vie « normale » semble possible. En même temps, un sentiment de colère se développe à Bruxelles à l'encontre des troupes alliées qui semblent avoir « abandonné » la ville. Les dégâts provoqués par les troupes britanniques provoquent l'évacuation d'un nombre important d'habitants. La distribution de gaz et d'eau potable a aussi dû être interrompue<sup>26</sup>. À ce sentiment qu'une autre occupation est envisageable s'ajoute une situation militaire peu favorable. Le 28 mai 1940, l'armée belge capitule. Le souvenir de la Première Guerre mondiale a entretenu l'espoir que celle-ci pourrait continuer la lutte contre l'ennemi. Cette défaite soudaine qui s'accompagne de la déroute française que personne n'avait pu imaginer provoque un sentiment de résignation.

Les premières semaines suivant l'occupation de la ville, un calme apparent règne dans la capitale. Pour Jean Stengers, cela s'explique par l'absence d'indignation parmi la population belge qui n'était plus surprise par cette seconde invasion. Si en 1914 la colère avait été tellement répandue, c'était parce que l'Allemagne bénéficiait d'une certaine estime en Belgique<sup>27</sup>. Mais d'autres explications doivent être envisagées. L'avancée rapide des troupes allemandes enlève tout espoir et empêche ainsi toute rumeur d'un retour éventuel des troupes alliées. Le ravitailllement ne semble pas avoir posé problème immédiatement. Mais dès le 21 mai 1940, la *Kommandantur* demande un contrôle particulier des prix de certains marchandises, ce qui suggère qu'elle accorde très tôt une importance capitale à cette question<sup>28</sup>. Dès leur entrée en Belgique le 10 mai 1940, une des clauses de la première ordonnance allemande demande une stabilisation des prix au niveau de ceux d'avant la guerre. Ce souci allemand est d'ailleurs partagé par les autorités belges. Ainsi la police bruxelloise qui dispose d'un certain nombre de gendarmes démo-

26. Paul Delandshere, *Alphonse Coms. La Belgique sous les nazis*, t. 1, 1940-1941, Bruxelles, s. d., p. 37.

27. Cf. Jean Stengers, « La Belgique », in Jean-Jacques Becker, Stéphane Audoin-Rouzeau (dir.), *Sociétés européennes et la guerre de 1914-1918*, Paris, 1990, p. 79-81.

28. AVB, Pol40-45 : ordre du jour 1940, notice du jour 1940, notice du 21 mai 1940 rédigée par Gilla, commissaire en chef de la police.

comme Paul Struye qui écrit : « La population belge donna alors l'opinion d'être, aux trois quarts peut-être, ralliée ou largement résignée à l'« Ordre Nouveau » ». Cette constatation, qui doit être nuancée vers le bas dans les ordres de grandeur indiqués par l'auteur, témoigne néanmoins d'un sentiment d'accommodation assez répandu parmi une partie de l'élite bruxelloise et belge. Ainsi le monde économique espère éviter un arrêt complet de la production comparable à celui de 1914-1918. La fin du printemps et le début de l'été se caractérisent donc par une attitude attentiste de la popula-

tion bruxelloise.

L'autre acteur de cette seconde occupation - les forces d'occupation allemande, elles aussi marquées par le souvenir de 1914-1918 - est bien surpris par l'attitude conciliante de la population. Les observateurs, aussi bien civils que militaires, marquent leur étonnement dans les rapports envoyés à Berlin<sup>31</sup>. Contrairement à la politique poursuivie à l'Est, les autorités allemandes mènent consciemment une politique plus respectueuse de la population civile à l'Ouest, et cela dès l'invasion. Le 7 juillet 1940, Hitler donne l'ordre à ses troupes de traiter convenablement les populations occupées à l'Ouest. Le début de l'occupation est donc marqué par des gestes destinés à marquer la mansuétude de l'ordre allemand, celle-ci étant facilitée par les succès militaires de l'armée allemande. Ainsi, la première condamnation à mort, prononcée le 20 mai 1940 pour sabotage, est commuée en une peine de prison de cinq ans. Un important effort de propagande accompagne ces premiers mois.

#### CONCLUSION

Les deux entrées en guerre présentent plus de différences que de similitudes, surtout pendant la première phase de l'occupation. Août 1914 se caractérise d'abord par une utilisation extensive de l'espace public. Les émeutes anti-allemandes témoignent d'une crispation nationaliste, révélatrice d'une culture de guerre précocce, mais de courte durée. « L'autre », que ce soit l'Allemand ou

33. Paul Struye, *op. cit.*, p. 43.  
34. Jules Gérard-Libois, José Gotovitch, *Lan 40*, Bruxelles, 1971, p. 349-350.

bilisés les utilise dans des patrouilles qui contrôlent particulièrement les magasins d'alimentation, les boulangeries et les boucheries<sup>32</sup>. Dès le 6 juin 1940, la distribution de pain pour la population non agricole est rationnée<sup>33</sup>. Malgré l'absence de problèmes alimentaires immédiats, l'entrée en occupation a donc nécessité un contrôle étroit pour éviter la flambée des prix.

Le départ d'un nombre important de réfugiés de Bruxelles crée une problématique spécifique, inconnue pendant la Première Guerre mondiale : de nombreuses maisons vides deviennent des lieux de pillages et de vandalisme. Le nombre de vols semble avoir fortement augmenté les premiers jours de l'occupation<sup>34</sup>. D'ailleurs le jour même de la négociation de l'entrée en ville des Allemands, des scènes de pillages plus massifs ont pu être constatées. Ainsi, le grand magasin Sarma au centre de la ville est complètement sac-cagé<sup>35</sup>. Cette situation s'explique probablement par la destruction de l'appareil communal beaucoup plus forte en 1940 qu'en 1914. Sur les 1 140 policiers que compte la ville de Bruxelles en 1939, seulement 22 sont au poste le 18 mai 1940 ; une semaine plus tard, la situation ne s'est guère améliorée avec 37 agents. Cette criminalité est donc moins la conséquence d'une crise de subsistance que des opportunités offertes par l'ennemi étatique. Pour y faire face, l'idée ancienne des gardes civiles est réinstaurée. Cette institution rappelle les gardes bourgeoises des Temps modernes qui avaient existé en Belgique sous le nom de « garde civile » jusqu'à la Première Guerre mondiale. À partir du 19 mai, les autorités communales font appel aux hommes qui sont encore restés en ville pour s'inscrire dans la « garde civile ».

Le symbole ultime de l'abatement est la faiblesse de la réaction patriotique lors de la célébration du 21 juillet 1940 ; la fête nationale belge se passe à Bruxelles dans le calme. À côté des explications sus-mentionnées, un dernier élément doit être relevé et qui a déjà marqué les observateurs de l'époque

29. AVB, Pol40-45 ; ordre du jour 1940, notice du 4 juin 1940 rédigée par Gilla.  
30. Cf. Guillaume Jacquemyns, *La Société belge sous l'occupation allemande (1940-1944). Privations et espoirs*, (1945), Bruxelles, 2002, édition annotée par José Gotovitch, p. 303.

31. AVB, Pol40-45 ; note du 10 juin 1940, rédigée par Tasseel, sous-chef de service de la division centrale de police.

32. AVB, CB-929 ; lettre du 14 décembre 1940 rédigée par Van de Venlebroeck, bourgmestre de Bruxelles, à Van Beirs, procureur du roi à Bruxelles.

et leur apparente correction une fois présents en ville. Pendant la Première Guerre mondiale, il est intéressant de relever que le temps de mobilisation extrême est *rapidement* suivi d'un temps de démobilisation. L'angle de vue choisi – la très courte durée – ne doit pas faire oublier que les positions de l'occupant et de l'occupé connaissent une radicalisation croissante par la suite pendant la Seconde Guerre mondiale.

L'expérience de la Première Guerre mondiale a fortement marqué les sociétés belge et allemande. Un quart de siècle après la première invasion, le comportement des deux acteurs en 1940 ne se comprend pas sans les événements de 1914. Les processus d'apprentissage sont multiples. Du côté belge, la fuite est perçue comme le seul moyen d'éviter des massacres qui sont supposés se reproduire inévitablement. Il ne faut plus attendre les premières nouvelles d'atrocités comme en 1914, pour voir déferler sur les routes de nombreux Belges. Du côté allemand, l'échec cuisant dans le combat pour l'opinion publique des pays neutres en 1914 conduit à une politique qui essaie d'éviter toute bavure lors de la seconde invasion de la Belgique.

l'espion, joue un rôle important dans cette mobilisation. En mai 1940, en revanche, la population bruxelloise semble beaucoup plus apathique. L'état de tension qui a connu un premier pic en septembre 1939 semble s'être normalisé par la suite. L'exclusion des étrangers est plus une réaction étatique que populaire. La société belge, en général, est moins unie. L'unité nationale qui fut inclusive en 1914, notamment envers les socialistes, est partiellement exclusive en 1940 : communistes et nationalistes flamands sont marginalisés. Le début de la Seconde Guerre mondiale se caractérise ainsi par une absence de cette culture de guerre chère aux historiens de la Grande Guerre. Faudrait-il y voir le signe annonciateur du déclin du sentiment national belge, le remplacement du nationalisme belge par d'autres idéologies politiques ?

Le caractère total de la guerre est une expérience de la Seconde Guerre mondiale à Bruxelles. Pendant les quatre ans de la première occupation, la ville ne fit jamais l'expérience du nouveau degré de destruction atteint ailleurs en Belgique. Cette situation est exceptionnelle. De nombreux villages et villes belges eurent une tout autre expérience de l'entrée en guerre en 1914. A Dinant, Tarnines ou Louvain, la population civile fut dès ce moment victime d'une guerre totale. Par contre, en mai 1940, l'avancée technique de la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle devint l'un des éléments clés de l'entrée en guerre. Une des rémanences de ce premier temps est la présence des rumeurs qui prennent une importance capitale en temps de crise, remplaçant les réseaux de communication traditionnels. Dans ce contexte, la société développe une forme de combat avant le contact réel avec l'ennemi : l'espionnage pendant la Première Guerre mondiale, la « parachutite » pendant la Seconde Guerre mondiale. Ces deux éléments témoignent d'une mobilisation mentale qui est cependant moindre en mai 1940.

Une fois occupé, Bruxelles est rapidement marquée par la présence d'un appareil administratif et militaire allemand. Lors des deux conflits, celui-ci choisira la capitale belge comme siège et, par sa présence, transformera profondément le paysage urbain de Bruxelles. Aussi bien les élites belges restées au pays que la population sont prêtes à reconnaître le verdict des armes et acceptent dans un premier temps l'occupation : aucun mouvement de résistance active n'est décelable dans les premières semaines. Ceci est facilité pendant la Seconde Guerre mondiale par deux facteurs : la peur des Allemands